

LETTRÉ DE VEILLE

légale et réglementaire

Enterprise Risk Management

RÉGLEMENTATION / SANCTIONS : le point sur une année chargée !

La lettre de veille légale et réglementaire vous permet de rester informé des principaux événements marquants de l'actualité dans le domaine du Risk Management sur la période de janvier à mars 2019.

L'année 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur de nombreuses réglementations majeures, tels que le RGPD, PRIIP's ou encore la DDA. Dans la continuité de ce mouvement réglementaire, des révisions et des évolutions, notamment pour Solvabilité 2, sont encore à prévoir au fil des prochaines années. L'ACPR, quant à elle, prévoit de renforcer les contrôles effectués auprès des institutions financières.

Enfin, la manifestation française d'une prise de conscience concernant la protection de données personnelles s'est notamment traduite par une augmentation du nombre de plaintes auprès de la CNIL et ainsi, de sanctions associées.

Publication réalisée par
l'Expertise Center Enterprise Risk Management

EN BREF..

- **12 avril 2018** : publication par les Autorités Européennes de Supervision d'un rapport sur les vulnérabilités et les risques du système financier. (Article / Publication)
- **31 juillet 2018** : publication d'un *Issues Paper* sur les risques liés au changement climatique pour le secteur de l'assurance. (Article / Publication)
- **29 août 2018** : Publication par l'ACPR d'une enquête sur les risques liés au changement climatique. (Publication)
- **12 décembre 2018** : publication de l'ordonnance procédant à la réécriture de l'ensemble de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (Publication)
- **Janvier 2019** : Sapin 2 : création d'un mécanisme de résolution des entreprises d'assurance en cas de risque de faillite. (Publication)
- **Janvier 2019** : Les cyber incidents vus comme le principal risque* par les entreprises. (Article)
- **23 février 2019** : DDA : mise en oeuvre des exigences portant sur la formation et le développement professionnel continu. (Publication).

* Source : baromètre des risques de l'assureur Allianz, réalisé auprès de plus de 2400 experts dans 86 pays.

02

Calendrier des grandes réglementations

03

Focus sur les évolutions à venir

03

Focus sur le RGPD

04

Sanctions

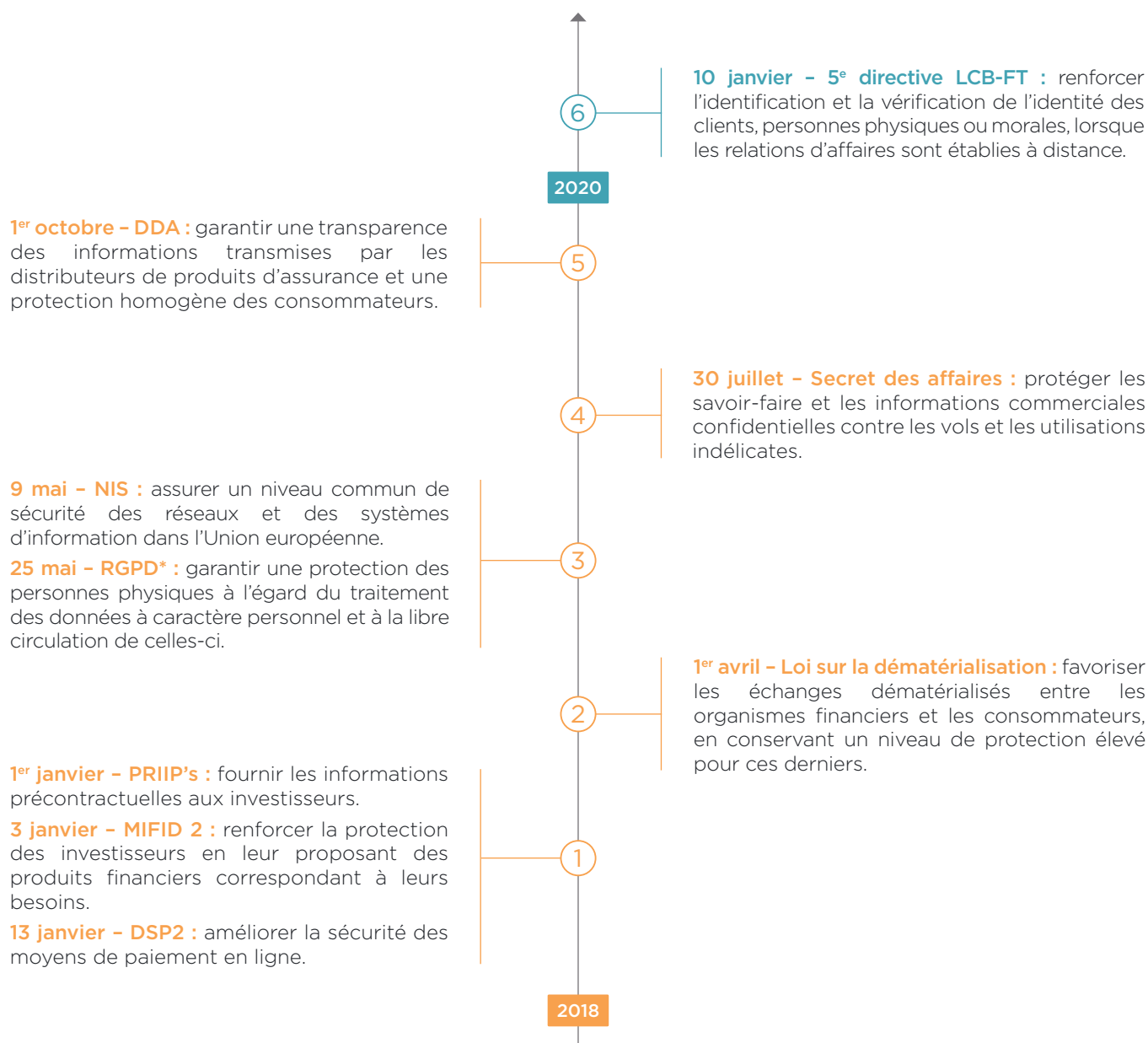
R&D

6 EXPERTISE CENTERS AU SERVICE DES PRACTICES

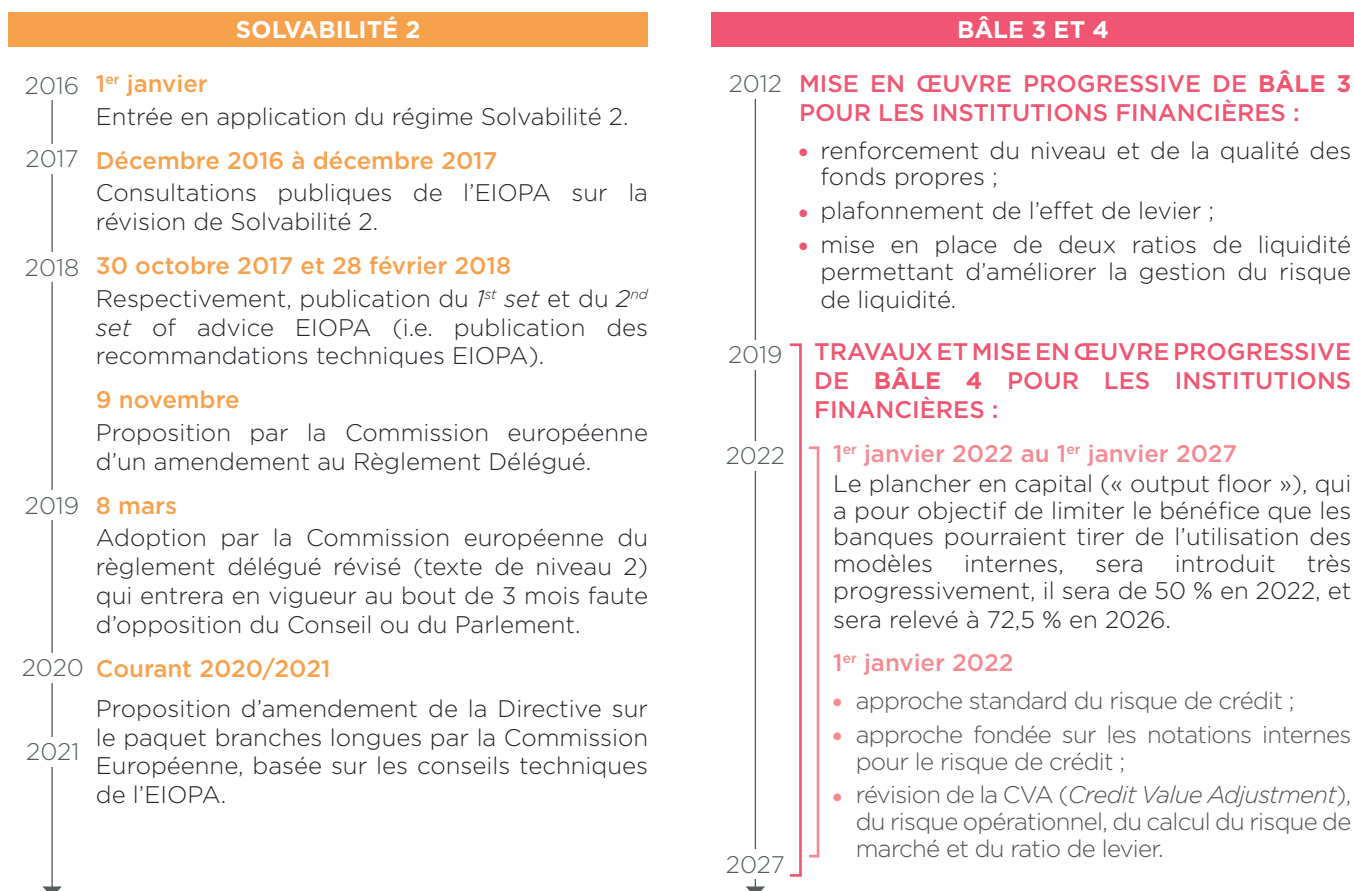
L'Expertise Center Enterprise Risk Management adresse l'ensemble des problématiques liées aux outils et méthodologies de gestion des risques, qu'ils soient actuels ou émergents, et analyse l'impact des évolutions normatives sur les contraintes en matière de conformité

des acteurs assurantiels et bancaires, ainsi que des entreprises. Au travers des études et benchmarks réalisés, cet EC contribue au développement d'une vision critique et opérationnelle des pratiques de place, qui alimentent la formation de nos consultants et nos communications.

Calendrier des grandes réglementations.



Focus sur les évolutions à venir.



Focus sur le RGPD.

Le bilan après son entrée en application

Quelques chiffres clés*



Une sensibilité en nette augmentation du côté des particuliers et des professionnels



Les analyses d'impact relatives à la vie privée, un élément central du RGPD

Le RGPD impose de réaliser une **analyse d'impact relative à la Protection des Données (AIPD)** dès qu'un traitement de données personnelles est susceptible d'entraîner un risque élevé pour les droits et libertés des individus concernées (Article 35).

Les enjeux de l'AIPD

L'analyse d'impact permet :

- de prévenir la fuite de données ou les risques élevés ;
- le contrôle des traitements ;
- de prouver la conformité des traitements de données avec les exigences du RGPD.

Afin de mieux appréhender les obligations relatives aux AIPD, la CNIL propose aux professionnels de nombreux outils permettant leur mise en œuvre comme, des guides pratiques, un logiciel PIA (*Privacy Impact Assessment*), une étude de cas, ou encore des questions-réponses.

En complément, la CNIL a publié :

- ses **propres lignes directrices** précisant le périmètre de l'obligation de l'AIPD, les conditions de réalisation de l'AIPD, ainsi que les cas dans lesquels l'analyse doit lui être transmise ;
- sa **liste (non exhaustive) de traitements**, composée de 14 types d'opération de traitement, pour lesquels elle estime nécessaire qu'une AIPD soit réalisée.



Sanctions.

SANCTIONS CNIL

UTILISATION INCOMPATIBLE
AVEC LA FINALITÉ INITIALE

50 K€ | 31.07.18
OPH de Rennes

UTILISATION ILLÉGALE
D'UN SYSTÈME DE BIOMÉTRIE

10 K€ | 20.09.18
Société assistance centre d'appels

MANQUEMENT À LA SÉCURITÉ DES DONNÉES

50 M€ | 21.01.19
Google LLC

400 K€ | 20.12.18
Uber

250 K€ | 27.12.19
Bouygues Telecom

250 K€ | 07.07.18
Optical Center

100 K€ | 09.01.18
Darty

75 K€ | 28.06.18
ADEF

50 K€ | 02.08.2019
Dailymotion

30 K€ | 27.09.19
Alliance Française,
paris IDF

SANCTIONS AMF



AXESS FINANCE

Obligations professionnelles liées au devoir du conseil

Une interdiction d'exercer une activité de conseil en investissement pendant 10 ans ainsi que des amendes de 120 K€ et 50 K€ ont été respectivement prononcées à l'encontre de la société Axess Finance et de son dirigeant, pour non respect des obligations professionnelles relatives à la fourniture de conseils en investissement.



EXANE DERIVATIVE

Groupe BNP Paribas

Obligations professionnelles

Des amendes de 450 K€ et 50 K€ ont été respectivement prononcées à l'encontre de la société Exane Derivatives et d'un ancien salarié, pour ne pas avoir respecté leur obligation d'agir de manière « honnête, loyale et professionnel » et pour des manquements liés à la transparence de la structuration des commissions versées aux intermédiaires.

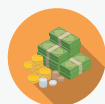


SIGNATURES

Règles relatives aux intermédiaires

Une interdiction d'exercer une activité d'intermédiaire en biens divers pendant 10 ans a été prononcée à l'encontre de la société Signatures et de son PDG pour non-respect des règles relatives à son activité.

SANCTIONS ACPR



LA BANQUE POSTALE

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Une amende de 50 M€ ainsi qu'un blâme ont été prononcés à l'encontre de La Banque Postale suite à des insuffisances dans son dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT).



CNP ASSURANCES

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Une amende de 8 M€ ainsi qu'un blâme ont été prononcés à l'encontre de CNP Assurances, essentiellement pour des manquements liés aux obligations de vigilance.



CAISSE FÉDÉRALE DU CREDIT MUTUEL

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Une amende d'1 M€ ainsi qu'un blâme ont été prononcés à l'encontre de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel (CFCM) pour des manquements dans la vérification de l'identité des clients, le dispositif de traitement des alertes ou encore les déclarations de soupçons.



Optimind, acteur indépendant leader du conseil en gestion des risques, réalise 30 millions d'euros de chiffre d'affaires et réunit plus de 200 collaborateurs autour de cinq practices : Actuarial & Financial Services, Corporate Risk Services, Risk Management, Business Transformation, Business Process Outsourcing.

Optimind accompagne les organismes assureurs, banques et grandes entreprises autour de la définition de la stratégie, de la gestion des risques et de la transformation. Les services proposés couvrent chaque maillon de la chaîne de valeur des clients d'Optimind : Strategy, Finance, Risk, Compliance, Market, Human Resources, Digital Transformation, Data, BPO.

optimind.com

Contacts.

Practice Risk Management

Dan Chelly - Senior Partner - dan.chelly@optimind.com

Alain Le Corre - Partner - alain.lecorre@optimind.com

Presse

Marine de Pallières - Communication & Public Relations Manager - marine.depallieres@optimind.com



Libérez le potentiel de vos données et entrez en toute conformité dans l'ère digitale



Agence de conseil en communication sociale au service des entreprises

Optimind SAS au capital de 400 950 euros, 46 rue La Boétie - 75008 PARIS. Siret : 418 861969 00099 - Code APE : 7022Z. Aucune utilisation de ces marques et noms de domaine ne peut être faite sans l'autorisation expresse préalable de la société Optimind SAS. Document commercial à caractère non contractuel. Tous droits réservés. Reproduction interdite sans l'autorisation de la société Optimind SAS. Les documents d'Optimind sont produits selon des processus respectueux de l'environnement. Ils sont imprimés par un prestataire certifié Imprim' Vert®, sur des papiers certifiés par des labels de qualité environnementaux. Conception réalisation : OptiComRH. Crédits photos : Shutterstock, iStock.



Strategy

Finance

Risk

Compliance

Human resources

Digital transformation

Market

DATA

Business Process Outsourcing